

COUR SUPÉRIEURE

(Chambre Commerciale)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N^o: 500-11-051741-169

DATE: LE 21 DÉCEMBRE 2016

SOUS LA PRÉSIDENTE DE: L'HONORABLE JEAN-FRANÇOIS BUFFONI, J.C.S.

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS
DES COMPAGNIES, L.R.C. (1985), CH. C-36, TELLE QU'AMENDÉE :
DANS L'AFFAIRE DU PLAN DE COMPROMIS OU D'ARRANGEMENT DE :

CORPORATION MOUNT REAL / MOUNT
REAL CORPORATION

GESTION MRACS LTÉE / GESTION
MRACS LTD.

REAL VEST INVESTMENTS LTD. -et-

CORPORATION REAL ASSURANCE
ACCEPTATION

Compagnies Débitrices

-et-

RAYMOND CHABOT INC.

Contrôleur

ORDONNANCE

[1] **CONSIDÉRANT** la requête présentée par le Contrôleur pour les compagnies débitrices (les « **Compagnies Débitrices** ») intitulée « *First Application for an Extension of the Stay Period* » (la « **Demande** ») et l'affidavit déposé à son soutien;

[2] **CONSIDÉRANT** le Rapport du Contrôleur produit au dossier;

[3] **CONSIDÉRANT** les dispositions de l'Ordonnance Initiale émise par cette Cour le

JB 3588

1er décembre 2016;

[4] **CONSIDÉRANT** les dispositions de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. 1985, c. C-36), telle qu'amendée;

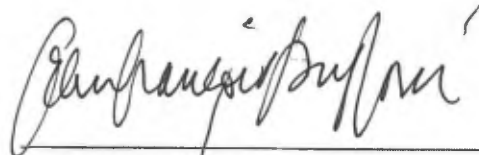
POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL:

[5] **ACCUEILLE** la Demande;

[6] **PROLONGE** la Période de Suspension (« Stay Period » telle que définie dans l'Ordonnance Initiale) jusqu'au 31 mai 2017;

[7] **ORDONNE** l'exécution provisoire de cette Ordonnance nonobstant appel;

[8] **SANS FRAIS DE JUSTICE.**



JEAN-FRANÇOIS BUFFONI, J.C.S.